

**Une enquête du vérificateur général s'impose
BENOIT CHARETTE EST PRÉOCCUPÉ PAR LA GESTION DES FIER**

Saint-Eustache, le 15 mai 2009 - À l'instar de plusieurs citoyennes et citoyens, le député de Deux-Montagnes, Benoit Charette, a déploré la gestion des Fonds d'intervention économique régionaux (FIER). Selon lui, une révision majeure s'impose pour que l'on s'assure que les FIER servent à investir dans leur région de référence. Il est également préoccupé par la gestion du FIER Carrefour-Capital des Laurentides, qui a vu le gouvernement du Québec suspendre le versement des fonds qui lui étaient réservés et ce, afin de procéder à une analyse.

Dans un document rendu public le 5 mai dernier par Investissement Québec, on apprend que le FIER Carrefour-Capital des Laurentides a investi 73% de ses avoirs à l'extérieur de la région en 2008. Pourtant, Investissement Québec exige qu'au moins la moitié de ces placements soient réalisés dans la région d'attache. Un quotidien montréalais rapportait même que parmi tous les FIER, le Carrefour-Capital des Laurentides est celui qui a fait le plus d'investissements, soit 11,1 M\$, dont 8,1 M\$ ont été injectés à l'extérieur des Laurentides.

« Le gâchis des FIER démontre qu'il faut une enquête complète pour en réviser en profondeur le mécanisme. Aussi, étant donné qu'Investissement Québec a une importante part de responsabilité dans la supervision des FIER, il est pour le moins particulier de voir cette société chargée de procéder à des vérifications. Le Parti Québécois estime plutôt qu'une enquête du vérificateur général s'impose, comme le réclament de plus en plus d'intervenants. Les deux tiers des fonds versés aux FIER proviennent des poches des contribuables québécois. Ces derniers ont droit à des explications du gouvernement libéral », a indiqué M. Charette.

Enfin, le Parti Québécois propose de revoir à la hausse le pourcentage d'investissements à réaliser dans la région attitrée pour chaque FIER. « On exige présentement aux FIER un minimum d'investissements de 50%. Il faudrait plutôt tendre vers 100%. Aussi, comme le soulignait M. François Legault, les FIER dans les régions-ressources sont mal conçus. Le privé, qui finance le tiers des capitaux investis par les FIER, cherche un rendement immédiat, alors que les régions éloignées ont besoin de capital patient et que leurs dossiers impliquent souvent de prendre plus de risques. Tout est à revoir, surtout dans un contexte où l'on ressent les effets du ralentissement économique », a conclu le député de Deux-Montagnes.

-30-

Renseignements : Benoit Charette
450 623-4963